



 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PÊCHE ET DE LA FORÊT</p>	<p>DIRECTION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUE ET INTERNATIONALE</p> <p>Sous-Direction de l'élevage et des produits animaux Bureau du lait et des industries laitières Bureau des bovins et des ovins 3, rue Barbet de Jouy – 75349 PARIS 07SP <b>Suivi par</b> : Isabelle NUTI <b>Tél</b> : 01 49 55 46 11 <b>Fax</b> : 01 49 55 49 25</p>	<p>DIRECTION DES EXPLOITATIONS, DE LA POLITIQUE SOCIALE ET DE L'EMPLOI Sous-Direction des exploitations agricoles Bureau des structures agricoles 78, rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP</p> <p><b>Suivi par</b> : Edith DU PLESSIS <b>Tél</b> : 01 49 55 57 50 <b>Fax</b> : 01 49 55 47 70</p>
---	---	---

**CIRCULAIRE**  
**DPEI/SPM/SDEPA/C2001-4054**  
**DEPSE/SDEA/C2001-7042**  
**Date : 03 DECEMBRE 2001**

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

A

Mesdames et Messieurs  
Les Préfets de Département

☞ Nombre d'annexes : 16

**Objet** : Mise en œuvre d'un dispositif d'octroi d'une indemnité à l'abandon total ou partiel de la production laitière (dispositif dit de "cessations primées" ou "ACAL" : aide à la cessation d'activité laitière).

**Bases juridiques** : Règlement (CE) n° 3950/92 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers. Décret : en cours de parution.

**Résumé** : La présente circulaire définit les conditions d'octroi et la procédure d'attribution d'une indemnité à l'abandon total ou partiel de la production laitière en application du décret en cours de parution. Elle se substitue à la circulaire DEPSE/SDSA/C96 n°7047 du 8 octobre 1996. Sur le fond, elle reconduit l'essentiel du dispositif de cessations primées. De nouvelles modalités administratives apparaissent néanmoins, avec la désignation de l'ONILAIT comme interlocuteur des DDAF, au lieu du CNASEA.

**Mots-clés** : cessation d'activité laitière, cessation primée, indemnité, ACAL

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mmes et MM. les Préfets de département</li> <li>- Mmes et MM. les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt</li> <li>- Mme la directrice de l'ONILAIT</li> </ul>	<p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Mmes et MM. les Préfets de région</li> <li>- MM. les Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt</li> <li>- Administration centrale</li> <li>- M. le directeur du CNASEA</li> <li>- M. le directeur de l'OFIVAL</li> </ul>

## PREFACE

La présente circulaire se substitue à la circulaire DEPSE/SDSA/C96 n° 7047 du 8 octobre 1996.

Sur le fond, elle reconduit l'essentiel du dispositif de "cessations primées". Néanmoins, elle introduit des changements dans la chaîne administrative de traitement des dossiers. Ces changements découlent du nouveau décret (en cours de parution), appelé à abroger le décret n°97-1266 du 29 décembre 1997.

Ce nouveau décret reprend les dispositions du décret n° 97-1266 modifié, du 29 décembre 1997, en termes d'objectif et de contenu. De ce point de vue, il continue à prévoir le financement de la cessation laitière selon des critères définis et dans la limite d'enveloppes financières régionales éventuellement complétées par d'autres sources de financement (collectivité territoriale, interprofession, acheteur).

En revanche, il instaure plusieurs modifications en matière de procédure :

- à partir de la campagne 2001-2002, l'ONILAIT assure la liquidation et le paiement des aides, effectués auparavant par le CNASEA ;
- dans un souci de cohérence de l'action administrative, les décisions d'attribution sont prises par la Directrice de l'ONILAIT ;
- toutefois, le préfet assure, en amont, le contrôle de la recevabilité des demandes à l'échelle du département et gère les relations avec les bénéficiaires (information, demande de paiement...). Il effectue la notification des décisions d'octroi d'indemnité aux producteurs.

Pour mémoire, ces aides à la cessation d'activité laitière ont pour objectif de contribuer à dégager les moyens nécessaires à la redistribution de références laitières et, dans certains cas, à couvrir les besoins de certaines catégories de producteurs, telles que définies dans le décret .

Dans les pages ci-après, les années sont désignées par N, N+1, N+2, etc....

Les campagnes laitières, allant du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars, sont indiquées par référence au millésime des années civiles. Ainsi, la campagne N/N+1 correspond à la campagne commençant le 1<sup>er</sup> avril de l'année civile N et se terminant au 31 mars de l'année civile N+1.

## SOMMAIRE

PREFACE	p 2
1- <u>BENEFICIAIRES DE L'AIDE</u>	p 4
2 - <u>RECEVABILITE DES DOSSIERS DE DEMANDE</u>	p 4
2.1. - Conditions de recevabilité de la demande	p 4
2.1.1. - Conditions de forme	p 5
2.1.2. - Conditions de fond	p 5
2.1.3. - Conditions particulières	p 5
2.2. - Qualité du demandeur	p 6
2.3 - Composition d'un dossier recevable	p 6
3 – <u>ENGAGEMENTS DES PRODUCTEURS</u>	p 6
4 – <u>DETERMINATION DU MONTANT DE L'AIDE</u>	p 7
4.1. - Montant de l'indemnité en cas d'abandon total de la production	p 7
4.2. - Montant de l'indemnité en cas d'abandon partiel de la production	p 7
4.3. - Cas particulier	p 7
5 – <u>DECISION ATTRIBUTIVE DE L'INDEMNITE</u>	p 7
6 – <u>PROCEDURE</u>	p 8
6.1. - Envoi des imprimés aux producteurs	p 8
6.2. - Envoi des demandes par les producteurs	p 8
6.3. - Traitement des demandes par les DDAF pour recensement des dossiers recevables	p 9
6.3.1 - Enregistrement des demandes	p 9
6.3.2. - Examen de la recevabilité des dossiers	p 9
6.3.3. - Constat de recevabilité	p 9
6.3.4 - Détermination de l'assiette de l'indemnité : quantités à prendre en compte dans le calcul de l'indemnité	p 9
6.3.4.1. - Base de calcul dans le cas général	p 9
6.3.4.2. - Base de calcul dans les cas particuliers	p 10
6.4. - Transmission des demandes à l'ONILAIT pour décision	p 10
6.4.1. – Classement des dossiers	p 10
6.4.2. - Examen de l'éligibilité	p 11
6.4.3. – Décision d'attribution	p 11
6.4.4. – Communication des décisions aux DDAF pour notification	p 11
6.5. – Notification des décisions aux producteurs	p 11
6.5.1. – Cessation totale de la production laitière	p 12
6.5.2. – Cessation partielle de la production laitière	p 12
6.6. – Transmission des attestations nécessaires au paiement	p 12
6.7. - Paiement par l'ONILAIT	p 13
6.8. – Information des DDAF sur les paiements	p 13
6.9. - Mise en réserve des quantités de référence	p 13
7 - <u>BILAN DE LA MESURE</u>	p 13
8 - <u>CONTROLE DE LA MESURE</u>	p 14

## **1- BENEFICIAIRES DE L'AIDE**

Peut prétendre à l'indemnité au titre de la campagne N/N+1, tout producteur de lait de vache :

- disposant d'une quantité de référence laitière au titre des livraisons en laiterie et/ou au titre des ventes directes ;
- ayant livré et/ou commercialisé du lait ou des produits laitiers à partir de son exploitation, au cours de la campagne N/N+1 ;

et à condition :

- qu'il soit chef d'exploitation à titre principal ou secondaire ;
- qu'il en fasse la demande en déposant un dossier auprès de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du siège de son exploitation.

## **2 - RECEVABILITE DES DOSSIERS DE DEMANDE**

### **2.1. – Conditions de recevabilité de la demande**

D'une manière générale, sont recevables les demandes respectant les conditions de forme et de fond suivantes.

#### **2.1.1. – Conditions de forme**

Ces demandes doivent :

- être envoyées par courrier recommandé avec accusé de réception, ou déposées, à la DDAF, au plus tard le 31 décembre de l'année N ;
- être signées, selon le cas, par l'exploitant individuel ou le représentant de la personne morale.

Dans les cas suivants, ces demandes sont également signées par :

- exploitation individuelle : le cas échéant, par le conjoint si celui-ci exploite le même fonds,
  - GAEC : par l'ensemble des associés,
  - autres formes sociétaires : par l'ensemble des associés participant à l'exploitation,
  - exploitation en métayage : par le propriétaire bailleur,
  - exploitation en indivision : par l'ensemble des propriétaires indivis.
- Situations particulières :
- lorsque les références laitières sont identifiées comme appartenant à des co-exploitations (exploitations individuelles en co-exploitation détentrice d'une seule référence, mais comprenant plusieurs chefs d'exploitation) ou à des sociétés de fait, les demandes pourront être déposées pour le compte de ces producteurs par, respectivement, l'un des co-exploitants ou l'un des membres de la société de fait. Toutefois, les signatures de l'ensemble des participants à la co-exploitation ou des membres de la société de fait seront demandées ;

- lorsque des conjoints détiennent séparément une référence individuelle, il y a lieu de traiter chaque dossier de façon distincte, sauf dans le cas où les références proviennent de la scission d'une exploitation.

### **2.1.2. – Conditions de fond**

Le producteur doit justifier dans sa demande qu'il :

- dispose d'une quantité de référence laitière (annexes ACAL 10 et 11),
- a livré régulièrement et/ou commercialisé du lait ou des produits laitiers à partir de son exploitation, depuis le premier jour de la campagne N/N+1,

Il doit déclarer tous les transferts en cours de quantité de référence laitière relatifs à son exploitation, qu'ils soient totaux ou partiels.

Il doit déclarer, en outre, conformément à l'article 1 du décret susvisé, qu'il :

- n'a pas fait connaître ou n'a pas déclaré son intention de prendre sa retraite ou qu'il n'a pas demandé sa préretraite, conformément à l'article L. 330-2 du Code Rural (article 33 de la loi de modernisation du 1er février 1995), et ne bénéficiera pas de cet avantage avant le 1er avril de l'année N+1 ;
- n'a pas demandé la liquidation de son droit à pension de retraite des personnes non salariées des professions agricoles ou qu'il ne la demandera pas avant la date à laquelle la décision d'attribution de l'aide deviendra définitive, que son conjoint reprenne ou non l'exploitation ;
- n'a pas sollicité l'octroi de l'allocation de préretraite ou ne la demandera pas avant la date à laquelle la décision d'attribution de l'aide deviendra définitive; la parcelle de subsistance (1 Ha ou 1/5 de la S.M.I.) étant exclue du champ d'application de l'aide à la cessation laitière ;
- n'est pas titulaire d'une pension d'invalidité qui sera, compte tenu de son âge, convertie en avantage de retraite des personnes non salariées des professions agricoles, avant la date à laquelle la décision d'attribution de l'aide deviendra définitive ;
- n'est pas engagé dans une procédure de liquidation judiciaire.

### **2.1.3. – Conditions particulières**

Les demandes présentées par des producteurs retraités poursuivant leur activité agricole et laitière sont recevables dans les deux cas particuliers suivants :

- producteur retraité du régime antérieur à la loi n° 86-19 du 6 janvier 1986,
- producteur situé dans les zones difficiles, sur la superficie conservée au titre de l'assurance vieillesse et sur la base des quantités de référence afférentes à ces superficies, par dérogation spéciale.

## **2.2. - Qualité du demandeur**

Afin d'apprécier les conditions de recevabilité énoncées ci-dessus et en particulier, de vérifier la qualité de chef d'exploitation actif du demandeur, la DDAF procède aux vérifications nécessaires auprès du ou des organismes compétents : caisse de mutualité sociale agricole ou l'organisme qui en tient lieu, CNASEA, ADASEA.

En outre, la DDAF demande à ces organismes de l'informer de toute modification pouvant intervenir avant la date à laquelle prendrait effet la décision d'attribution de l'indemnité.

La DDAF doit informer obligatoirement et immédiatement les bailleurs du dépôt de la demande d'un exploitant fermier (annexe ACAL 3), afin de vérifier l'exactitude des informations communiquées dans le formulaire de demande d'indemnité. Dans le cas où un acte induisant l'expiration du bail est intervenu avant le dépôt de la demande, le preneur peut être attributaire d'une indemnité si les propriétaires des terrains et, le cas échéant, les futurs exploitants lorsqu'ils sont connus du fait des engagements contractés à la date du dépôt de la demande, donnent leur accord par écrit.

## **2.3- Composition d'un dossier recevable**

Le dossier de demande d'indemnité comporte :

- la demande d'indemnité dûment remplie, datée et signée (ACAL 1) ;
- un K-Bis dans le cas d'une exploitation de forme sociétaire ou, à défaut, pour les sociétés civiles antérieures à 1978 qui n'auraient pas encore procédé à leur immatriculation, tout autre document attestant le nom de la société et de ses associés ;
- un relevé d'identité bancaire (un R.I.B. par associé dans le cas d'un GAEC) ;
- le cas échéant, pour les exploitations en fermage, l'accord des propriétaires ou des futurs exploitants dans le cas où un acte induisant l'expiration du bail est intervenu avant le dépôt de la demande.

## **3 - ENGAGEMENTS DES PRODUCTEURS**

Le demandeur d'aide doit s'engager :

- à ne pas retirer sa demande. Toutefois, à titre exceptionnel, notamment afin de tenir compte de situations sociales préoccupantes alors que la demande a été déposée de manière trop précipitée, une autorisation de désistement peut être accordée aux demandeurs. Ils doivent alors le faire par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai de 30 jours suivant l'envoi de l'accusé de réception de la demande d'indemnité prévu à l'article 6 du décret ;
- à ne procéder, jusqu'à la date à laquelle la décision d'attribution de l'aide deviendra définitive, à aucun transfert de quantité de référence qui comporte des effets juridiques comparables aux transferts visés à l'article 7 du règlement (CEE) n° 3950/92 et induisant une modification de la superficie de son exploitation ;
- à ne pas changer d'acheteur. Cet engagement court jusqu'au 31 mars de la campagne N+1/N+2 inclus, en ce qui concerne les cessations partielles d'activité ;

- à abandonner de façon complète et définitive, en cas d'acceptation d'une demande pour abandon total, la livraison et/ou la commercialisation de lait ou de produits laitiers, au plus tard le 31 mars de la campagne N/N+1, et à renoncer définitivement à tout droit à une quantité de référence sur son exploitation ou sur toute autre exploitation. Cet engagement vaut aussi pour les conjoints ou les associés.

#### **4 – DETERMINATION DU MONTANT DE L'AIDE**

##### **4.1. - Montant de l'indemnité en cas d'abandon total de la production**

Le montant de l'indemnité est calculé en fonction de la référence laitière au titre des livraisons en laiterie et/ou des ventes directes, par application du barème suivant :

0,19 €/l (1,25 F) dans la limite de 100 000 litres,  
0,10 €/l (0,65 F) de 100 001 à 150 000 litres,  
0,06 €/l (0,40 F) de 150 001 à 200 000 litres,  
0,01 €/l (0,05 F) au-delà de 200 000 litres,

sur la base des quantités précisées au paragraphe 6.3.4. de la présente circulaire.

##### **4.2. - Montant de l'indemnité en cas d'abandon partiel de la production**

En cas d'abandon partiel de la production, le barème précédent s'applique. Toutefois, l'article 10 du décret en cours de parution (annexe ACAL 16) prévoit que les quantités supplémentaires exclues de l'assiette de l'indemnité sont évaluées au prorata desdites quantités, visées à l'article 3, dans l'ensemble de la référence.

Exemple : un producteur disposant de 190 000 litres, dont 38 000 litres de suppléments (coefficient de proratisation 0,80), sera indemnisé dans les conditions suivantes s'il souhaite abandonner 100 000 litres :

$100.000 \text{ litres} \times 0,80 \times 0,19 \text{ €} = 15\,200 \text{ euros}$

Ajustement du coefficient de proratisation : le taux pris en compte est arrondi, soit au centième supérieur soit au centième inférieur, selon les cas (voir exemple ci-dessous).

Exemple : si le taux est de 0,116, le coefficient retenu est 0,12, si le taux est de 0,114, le coefficient retenu est 0,11.

##### **4.3. - Cas particulier**

Si un producteur qui a déjà obtenu une indemnité partielle, sollicite et obtient, au cours d'une campagne suivante, une indemnité pour abandon total, le barème visé au paragraphe 4.1 lui sera appliqué en tenant compte des quantités déjà indemnisées au titre de la cessation partielle.

#### **5 – DECISION ATTRIBUTIVE DE L'INDEMNITE**

Le droit au bénéfice de l'indemnité est ouvert dans les limites des financements suivants :

- le montant du prélèvement supplémentaire encaissé par l'ONILAIT, en application de l'article 2, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 3950/92 modifié. Ce montant est réparti par région sous forme d'enveloppes régionales ou, le cas échéant, par département, par décision du ministre de l'agriculture et de la pêche. Cette répartition se fait en fonction du volume des livraisons et du nombre de producteurs ;

- le cas échéant et en complément, les concours financiers arrêtés par les collectivités territoriales (régions et/ou départements), les interprofessions laitières et les acheteurs de lait et de produits laitiers.

Toutefois, les acheteurs ne peuvent intervenir que si certains de leurs livreurs, au premier jour de la campagne laitière, entrent dans l'une des catégories suivantes :

- les producteurs jeunes agriculteurs répondant aux conditions fixées par le décret n° 81-246 du 17 mars 1981 ou les articles R.343-3 à R.343-19 du Code rural (relatifs aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs) et qui se sont installés après le 1er avril 1984 et avant le 1er novembre 1988 ;
- les producteurs titulaires d'un plan de développement ou d'un plan d'amélioration matérielle mentionnés par le décret n° 11-44 du 30 octobre 1985 et ayant fait agréer leur plan après le 1er avril 1984 et avant le 1er novembre 1988,

et qui ne pourront pas recevoir, avant le dernier jour de la campagne laitière, une quantité de référence supplémentaire dans la limite de leurs besoins. La quantité que chaque acheteur est autorisé à financer est plafonnée aux litrages nécessaires, tels que déterminés par l'ONILAIT.

L'ONILAIT peut participer au financement des conventions conclues avec les acheteurs, au moyen des sommes encaissées par application de l'article L 654-32 du Code rural à la suite de contrôles. Toutefois, ce financement ne peut dépasser 50 % du budget de chaque convention.

Les financements des collectivités territoriales, des interprofessions laitières et des acheteurs sont mis en place dans le cadre de conventions avec l'ONILAIT, qui les utilise lorsque les fonds obtenus en application de l'article 2, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 3950/92 susvisé sont épuisés.

Les quantités de référence laitières indemnisées sur financement des collectivités territoriales, des interprofessions laitières et des acheteurs le sont aux taux fixés à l'article 10 du décret en cours de parution (annexe ACAL 16) et sont comptabilisées séparément.

## **6 - PROCEDURE**

### **6.1. - Envoi des imprimés aux producteurs**

La Direction départementale de l'agriculture et de la forêt assure la diffusion aux producteurs des imprimés de demande qui lui sont remis par l'ONILAIT. Ces imprimés sont complétés avant diffusion, en haut à droite, de l'adresse de la DDAF.

Les producteurs peuvent être informés, notamment par voie de presse, que les formulaires sont disponibles.

### **6.2. - Envoi des demandes par les producteurs**

L'agriculteur établit sa demande (annexe ACAL 1) et l'adresse à la DDAF du département du siège de l'exploitation, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou la dépose à cette même DDAF, avant le 31 décembre de l'année N.

En même temps qu'il établit sa demande, l'intéressé livreur de lait envoie à sa laiterie une lettre d'intention de ne plus livrer ou de réduire sa production (modèle ACAL 7) et une



demande d'attestation de la quantité de référence laitière de son exploitation (modèle ACAL 10), sous réserve de l'acceptation de son dossier.

### **6.3. - Traitement des demandes par les DDAF pour recensement des dossiers recevables**

#### **6.3.1 - Enregistrement des demandes**

Toutes les demandes doivent être déposées et enregistrées à la DDAF, au plus tard le 31 décembre de l'année N.

La DDAF envoie ou remet immédiatement au producteur, un récépissé de dépôt ou d'envoi de la demande.

Celui-ci est établi conformément à l'annexe ACAL 2. Il comprend les indications suivantes:

- la date d'enregistrement, c'est-à-dire la date d'arrivée du dossier à la DDAF,
- le numéro d'enregistrement,
- le rappel des engagements souscrits,
- les modalités d'acceptation du dossier.

Un seul dossier est ouvert pour chaque demandeur.

#### **6.3.2. - Examen de la recevabilité des dossiers**

Après réception de la demande, un contrôle est réalisé par les services de la DDAF. Celui-ci porte sur les conditions de recevabilité, la qualité du demandeur et la composition du dossier, conformément au point 2.

#### **6.3.3. - Constat de recevabilité**

A la suite de cet examen, la DDAF, en application de l'article 6 du décret en cours de parution (annexe ACAL 16) en cours de parution, constate selon les cas :

- la recevabilité de la demande. Il informe alors le producteur par courrier que son dossier est transmis à l'ONILAIT pour proposition d'attribution (annexe ACAL 5) ;
- l'irrecevabilité de la demande. Il notifie le rejet de la demande au producteur par courrier motivé (annexe ACAL 6).

La DDAF établit pour l'ONILAIT un constat de recevabilité selon le modèle joint ( annexe ACAL 4).

#### **6.3.4 - Détermination de l'assiette de l'indemnité : quantité à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité**

##### **6.3.4.1. - Base de calcul dans le cas général**

La quantité à prendre en compte pour déterminer la base de calcul de l'indemnité, dite quantité indemnisable, est la totalité de la quantité de référence détenue par le producteur, personne physique ou morale, au cours de la campagne N/N+1, toutes activités confondues (livraisons et/ou ventes directes), à l'exclusion :

- des quantités de référence supplémentaires accordées sur le fondement de l'article 9 du décret n°91-157 du 11 février 1991 ou des dispositions de l'article 5 du décret n° 84-661 du 17 juillet 1984 en vigueur .

- des quantités redistribuées au titre :
  - du 1 % communautaire (circulaire DPE/SPM/IC 90 n° 4001 du 1er février 1990) ;
  - des 140 000 tonnes restituées par les autorités communautaires à la date du 1er avril 1993, en faveur des zones de montagne ;
- des quantités ayant été transférées et, notamment, en cas de fermage, les quantités afférentes à un fonds sur lequel le producteur, avant le dépôt de sa demande, a manifesté son intention de résilier le bail ou a reçu de son bailleur notification d'un congé ou d'une décision induisant l'expiration du bail.

Dans le cas particulier du fermage, seules pourront être prises en compte les quantités de références afférentes aux terres non concernées par ces transferts.

#### **6.3.4.2. - Base de calcul dans les cas particuliers**

- Cas des conjoints exploitant séparément :

Lorsque deux conjoints exploitent séparément et détiennent chacun une référence, il y a lieu de traiter chaque exploitation comme une exploitation individuelle. Toutefois, de telles exploitations séparées ne doivent pas résulter d'une division d'exploitation préexistante. Dans ce cas, un seul décompte est établi pour l'ensemble des deux conjoints.

- Cas des GAEC :

La quantité prise en compte pour le classement des dossiers est calculée à partir de la quantité de référence indemnisable du GAEC divisée par le nombre total d'associés. La prime est établie par associé, en fonction de la référence détenue par chaque associé. Ce mode de calcul est également appliqué à deux associés conjoints ayant chacun une référence issue de la division d'une exploitation préexistante.

#### **6.4. - Transmission des demandes à l'ONILAIT pour décision**

Après instruction et saisie des données établissant la détermination de l'assiette, les DDAF transmettent les demandes recevables à l'ONILAIT, sous bordereau dont un modèle est joint en annexe (ACAL 8).

Le dossier, valant proposition d'attribution, comprend :

- les pièces mentionnées au point 2.3.
- le constat de recevabilité,
- l'attestation de livraison et/ou de ventes directes,
- un document de la D.S.V. pour les hors normes.

#### **6.4.1. – Classement des dossiers**

L'ONILAIT centralise les demandes recevables. Après vérification, il procède à un classement national, en prenant en compte successivement les catégories énumérées ci-après et en appliquant, pour chacune, l'ordre croissant des quantités de référence indemnisables :

- en premier lieu, les demandes présentées par des producteurs dont les livraisons ne répondent pas, lors de l'introduction de leur demande, aux normes prises pour l'application de la directive communautaire n° 92/46/CEE du Conseil du 16 juin 1992, arrêtant les règles sanitaires pour la production et la mise sur le marché de lait cru, de lait traité thermiquement et de produits à base de lait ;
- en second lieu, les demandes d'abandon total présentées par des producteurs dont la quantité de référence laitière indemnisée n'excède pas 60 000 litres ;
- en dernier lieu, les autres demandes totales ou partielles.

En cas d'égalité des quantités de référence indemnisées, c'est l'ordre croissant des quantités de référence globales qui est retenu.

L'ONILAIT trie ensuite les dossiers par région, à partir de l'ordre national.

#### **6.4.2. - Examen de l'éligibilité**

Pour qu'un dossier soit déclaré éligible dans l'un ou l'autre des types de financement, il doit :

- être constitué d'une demande recevable comprenant les pièces justificatives afférentes, permettant d'établir son appartenance aux catégories d'exploitations prioritairement indemnisables,
- appartenir à la zone couverte par le financement.

#### **6.4.3. - Décisions d'attribution**

L'attribution des indemnités est établie, par ordre, en fonction de l'appartenance des bénéficiaires potentiels à la zone couverte par le financement, dans la limite :

- des enveloppes régionales prévues au dernier alinéa du point 5 de la présente circulaire, comptabilisées séparément,
- des fonds des collectivités territoriales : ceux des régions, puis ceux des départements,
- des fonds des interprofessions laitières,
- du financement des acheteurs.

La somme des indemnités des dossiers retenus pour une région ne correspond pas exactement, dans la plupart des cas, au montant de l'enveloppe régionale. Les reliquats ainsi constatés sur l'ensemble des enveloppes régionales sont mis en commun et permettent, le cas échéant, de prendre en compte les dossiers du classement national qui suivent immédiatement le dernier dossier retenu, jusqu'à épuisement des sommes disponibles.

#### **6.4.4. - Communication des décisions aux DDAF pour notification**

Sur proposition du préfet, après examen des dossiers et compte tenu de leur classement et des financements disponibles, la Directrice de l'ONILAIT décide de l'attribution de l'indemnité.

Les décisions sont communiquées aux DDAF.

#### **6.5. - Notification des décisions aux producteurs**

La DDAF assure la notification de l'ensemble des décisions d'attribution aux bénéficiaires dès leur transmission par l'ONILAIT, par recommandé avec accusé de réception, et avant la fin de la campagne laitière (annexes ACAL 14 et 15).

La DDAF adresse copie de cette décision à la laiterie du producteur, pour les producteurs livreurs.

##### **6.5.1. - Cessation totale de la production laitière**

Le bénéficiaire doit avoir cessé définitivement toute vente ou livraison de lait et de produits laitiers au plus tard le 31 mars de l'année N+1.

Cette date limite de cessation figure dans la décision d'attribution.

Le demandeur ne pourra plus, sur cette exploitation ou sur toute autre, produire du lait ou des produits laitiers pour les commercialiser sous forme de livraisons ou de ventes directes.

En cas de cession ultérieure de l'exploitation, le nouvel exploitant se trouvera dans la même situation qu'un agriculteur aujourd'hui non producteur de lait.

##### **6.5.2. - Cessation partielle de la production laitière**

Le producteur doit abandonner partiellement ses livraisons. La quantité de référence est diminuée à compter du 31 mars de l'année N+1, à l'exclusion des quantités en cours de transfert.

La quantité de référence résultant d'un abandon définitif partiel de la production est supposée répartie uniformément sur l'exploitation correspondante, à l'exception des bois, landes, etc.

#### **6.6. - Transmission des attestations nécessaires au paiement**

Les pièces décrites ci-après, sont transmises à l'ONILAIT, sous couvert du préfet, au moyen du bordereau d'envoi joint en annexe (ACAL 9). Elles sont établies :

- cas des livraisons : par le ou les acheteurs :

- dans le cas d'une cessation totale, il s'agit du certificat de cessation d'activité, établi dans les trente jours suivant la date de cette cessation (annexe ACAL 12) ;
- dans le cas d'une cessation partielle, il s'agit des notifications par l'acheteur au producteur des quantités de référence sur la campagne en cours et la campagne suivante, faisant apparaître le décompte des quantités abandonnées (annexe ACAL 12).

- cas des ventes directes : par le producteur, dans les trente jours suivant la date de la cessation. Il s'agit d'une déclaration d'arrêt total ou partiel de la commercialisation en ventes directes, conformément au modèle type joint en annexe (ACAL 13).

#### **6.7. - Paiement par l'ONILAIT**

Au vu des pièces énumérées au point 6.6, l'indemnité prévue par la décision d'attribution est versée aux producteurs par l'ONILAIT.

#### **6.8. - Information des DDAF sur les paiements**

L'ONILAIT communique à chaque DDAF la date et le montant des versements effectués aux producteurs de leur département.

#### **6.9. - Mise en réserve des quantités de référence**

En application de l'article 9 du décret en cours de parution (annexe ACAL 16), les quantités de référence sont mises en réserve au moment de la décision d'attribution de la prime, avec effet au 1er avril de l'année N+1 :

- en totalité, dans le cas d'une cessation totale,
- partiellement, dans le cas d'une cessation partielle. La réduction de référence se fera en proportion du poids relatif de chacune des activités, à charge pour le bénéficiaire de demander par la suite, s'il le souhaite, une modification de la répartition de sa référence ainsi réduite, par activité, dans le cadre des procédures prévues à cet effet (modification d'activité, changement d'acheteur).

Dans le cas d'un GAEC, cette réduction se fera également en proportion du poids relatif de chacun des associés dans la référence du GAEC.

### **7 - BILAN DE LA MESURE**

L'ONILAIT dresse un bilan par campagne, dès que l'ensemble des décisions ont été notifiées. Il est communiqué au Ministère de l'agriculture et de la pêche, ainsi qu'aux DDAF.

Ce bilan est établi par région, par département et par critères d'éligibilité, en indiquant le nombre de demandes déposées et le nombre de demandes acceptées, leur classement, en distinguant les livreurs et les vendeurs directs, les cessations totales et les cessations partielles, les quantités libérées et les quantités primées. Ce bilan est détaillé par source de financement.

## **8 - CONTROLE DE LA MESURE**

En application de l'article 11 point a) du règlement (CE) n° 1392/2001 de la Commission du 9 juillet 2001, l'ONILAIT est chargé du contrôle de la mesure.

Le contrôle doit permettre de s'assurer de l'authenticité des déclarations et du respect des engagements des bénéficiaires.

Il concerne autant les cessations totales que les cessations partielles et s'applique à tous les bénéficiaires, qu'ils soient livreurs de lait ou vendeurs directs.

Outre le contrôle administratif (sur pièces et sur la base des dossiers transmis par les DDAF), l'ONILAIT effectue également des contrôles sur place, chez les bénéficiaires de l'aide et dans les laiteries. Ce contrôle sur place permet de s'assurer de la réalité de l'arrêt de production des bénéficiaires de l'aide à la cessation totale ou de la diminution effective de la référence dans les cas de cessation partielle.

Il est prescrit la réalisation de contrôles sur place d'au moins 5 % des bénéficiaires, l'établissement d'un procès verbal individuel de contrôle et la réalisation d'un bilan annuel. Ce bilan annuel est communiqué au Ministère de l'agriculture et de la pêche.

En cas de constat d'une irrégularité, les sanctions applicables sont celles prévues par le décret en cours de parution (article 13 du décret – voir annexe ACAL 16), à savoir, le reversement de l'indemnité indûment perçue à l'ONILAIT, augmentée d'intérêts de retard.

\* \* \*  
\*

Le Directeur des Exploitations,  
de la Politique Sociale et de l'Emploi

Christian DUBREUIL

Le Directeur des Politiques Economique  
et Internationale

Rémi TOUSSAIN

## **LISTE DES ANNEXES A LA CIRCULAIRE**

Nom de la pièce

**ACAL 1** : DEMANDE D'AIDE A LA CESSATION D'ACTIVITE LAITIERE

**ACAL 2**: RECEPISSE DE DEPOT OU D'ENVOI D'UNE DEMANDE D'AIDE A LA CESSATION D'ACTIVITE LAITIERE

**ACAL 3**: LETTRE AU BAILLEUR DANS LE CAS DU FERMAGE

**ACAL 4** : CONSTAT DE RECEVABILITE OU D'IRRECEVABILITE DE LA DEMANDE D'AIDE A LA CESSATION D'ACTIVITE LAITIERE

**ACAL 5** : LETTRE DE RECEVABILITE DE LA DEMANDE D'AIDE A LA CESSATION D'ACTIVITE LAITIERE

**ACAL 6** : LETTRE DE NOTIFICATION D'IRRECEVABILITE DE LA DEMANDE D'AIDE A LA CESSATION LAITIERE

**ACAL 7** : DEMANDE D'ATTESTATION DE QUANTITES DE REFERENCE EN LAITERIE

**ACAL 8** : BORDEREAU D'ENVOI DES DOSSIERS DE DEMANDES ACAL RECEVABLES

**ACAL 9** : BORDEREAU D'ENVOI DES PIECES COMPLEMENTAIRES POUR PAIEMENT

**ACAL 10** : ATTESTATION DE LIVRAISON ET DE QUANTITES DE REFERENCE (SECTEUR LIVRAISON)

**ACAL 11** : ATTESTATION DE COMMERCIALISATION ET DE QUANTITES DE REFERENCE (SECTEUR VENTES DIRECTES)

**ACAL 12** : CERTIFICAT DE CESSATION OU DE REDUCTION D'ACTIVITE (SECTEUR LIVRAISON)

**ACAL 13** : CERTIFICAT DE CESSATION OU DE REDUCTION D'ACTIVITE (SECTEUR VENTES DIRECTES)

**ACAL 14** : DECISION D'ACCORD OU DE REFUS DE L'INDEMNITE – CESSATION TOTALE

**ACAL 15** : DECISION D'ACCORD OU DE REFUS DE L'INDEMNITE – CESSATION PARTIELLE

**ACAL 16** : DECRET EN COURS DE PARUTION CONCERNANT L'OCTROI D'UNE INDEMNITE A L'ABANDON TOTAL OU PARTIEL DE LA PRODUCTION LAITIERE

Direction Départementale  
De l'agriculture et de la Forêt  
(cachet)

**MINISTRE DE  
L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE**

**ONILAIT**  
Office national interprofessionnel  
Du lait et des produits laitiers

zone réservée à l'administration

NUMERO DU DOSSIER

Départ. An N° dossier

I \_ / \_ / I \_ / \_ / I \_ / \_ / I \_

N° PACAGE

I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_

(individuel ou société)

## DEMANDE D'AIDE A LA CESSATION D'ACTIVITE LAITIERE

Cerfa en cours

### L'ADMINISTRATION

Cadre réservé

Date d'arrivée

I \_ / \_ / \_

☐ Abandon définitif total

☐ Abandon définitif partiel

☐ Respecte les normes (1)

☐ Ne respecte pas les normes

(1)

☐ Attestation D.S.V.

☐ R.I.B.

☐ K-Bis

☐ Constat de recevabilité

☐ Attestation de livraison

☐ Attestation de vente directe

☐ Certificat de cessation ou de réduction

## CAMPAGNE LAITIERE 2001-2002

### LE DEMANDEUR

En tant qu'exploitant individuel ☐ En tant que représentant ou mandataire d'une exploitation sous forme sociétaire ☐

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐ Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Date de naissance I \_ / \_ / \_

Raison sociale (si exploitation sous forme sociétaire) \_\_\_\_\_ tél. I \_ . I \_ . I \_ . I \_ . I \_

Domicile ou Adresse: rue ou lieu-dit \_\_\_\_\_

**Code postal** I \_ / \_ I \_ / \_ / \_ **Commune** \_\_\_\_\_

Exploitant agricole: A titre principal ☐ secondaire ☐ Précisez l'activité principale \_\_\_\_\_

Bénéficiaire d'avantage (s) \_\_\_\_\_ vieillesse ☐ depuis le I \_ / \_ / \_ servi(s) par \_\_\_\_\_

Numéro d'immatriculation AMEXA (MSA, RAMEX, GAME...) I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_

Demande de retraite agricole en cours: oui ☐ non ☐ Date d'effet I \_ / \_ / \_

Demande de préretraite agricole en cours: oui ☐ non ☐

### Conjoint :

nom de naissance \_\_\_\_\_ prénom \_\_\_\_\_ Date de naissance I \_ / \_ / \_

Est exploitant: oui ☐ non ☐ Dispose d'une exploitation séparée: oui ☐ non ☐ Date de mariage I \_ / \_ / \_

### L'EXPLOITATION

est: à titre individuel ☐ sous forme sociétaire ou en commun ☐

① GAEC ☐ Nombre d'associés exploitants I \_ ② Autre société civile ☐ Nombre d'associés exploitants I \_ ③ Autre ☐ Nombre d'exploitants I \_ (indivision ou coexploitation)

Commune du siège \_\_\_\_\_ département \_\_\_\_\_ n°MSA / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_ / \_

Surface agricole utilisée pour la production laitière \_\_\_\_\_ nombre de vaches laitières I \_ / \_ / \_

Surface agricole utilisée totale \_\_\_\_\_ dont fermage \_\_\_\_\_ nombre de génisses pleines aptes à la production laitière I \_ / \_ / \_

Y-a-t'il eu notification d'une résiliation: ☐ vente ☐ donation ☐ notification d'un congé ☐ autres ☐

Depuis le 01/04/2001: oui ☐ non ☐ date de transfert I \_ / \_ / \_ superficie concernée \_\_\_\_\_

En cours ou prévue: oui ☐ non ☐ date du transfert I \_ / \_ / \_ superficie concernée \_\_\_\_\_

Evolution de la superficie: au cours des 5 années passées \_\_\_\_\_ au cours des 2 prochaines années \_\_\_\_\_

La cessation totale d'activité agricole est envisagée dans I \_ / \_ années



LA PRODUCTION LAITIÈRE		Campagne 2001-2002	
Ventes directes : quantité de référence _____ dont _____ de référence supplémentaire			
Livraisons : quantité de référence _____ dont _____ de référence supplémentaire			
Si exploitation en GAEC ou en société, indiquer la quantité totale du GAEC ou de la société :   _____   . Pour les GAEC indiquer la référence de chacun des			
associés : Nom : _____ Prénom _____ réf   _____   Nom : _____ Prénom _____			
réf   _____   (2)			
Nom : _____ Prénom _____ réf   _____   Nom : _____ Prénom _____			
réf   _____   (2)			
Noms et adresses de la ou des laiteries			
(2) : _____			

(remplir ce document après l'avoir déplié afin de pouvoir lire la notice explicative en regard ; écrire en MAJUSCULES, de préférence à l'encre noire ; cocher les cases ☐ qui correspondent à votre situation)

(1) directive n°92/46/CEE du Conseil du 16/06/1992 modifiée

(2) si besoin, joindre une liste

**Rappel important : Dans le cadre des contrôles a posteriori réalisés auprès des bénéficiaires, les preuves des engagements vous incombent. Vous devez l'obligation de conserver l'ensemble des justificatifs pendant une durée d'au moins 3 ans : les derniers bulletins des livraisons, facture d'achat et de vente de bovins...**

Direction Départementale De l'agriculture et de la Forêt (cachet)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE  ONILAIT Office national interprofessionnel Du lait et des produits laitiers	zone réservée à l'administration  Numéro du dossier Départ    An    N° dossier  I _ / _ I _ / _ I _ / _ I N° PACAGE I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I
---	--	--

RECEPISSE DE DEPOT OU D'ENVOI D'UNE Cerfa en cours

## DEMANDE D'AIDE A LA CESSATION D'ACTIVITE LAITIERE

 Demande de \_\_\_\_\_  
 IDENTIFICATION DU DOSSIER

Date d'arrivée (par courrier ou dépôt) du dossier I \_ / \_ I \_ / \_ I \_ / \_ I

Demande d'abandon total ☐Demande d'abandon partiel ☐

## INFORMATIONS

L'instruction d'une demande d'aide à la cessation laitière se fait en 3 étapes.

- 1<sup>ère</sup> étape : l'envoi par votre DDAF du présent récépissé.
- 2<sup>ème</sup> étape : étude du dossier par la DDAF afin de déterminer la recevabilité de votre demande, c'est à dire afin d'apprécier si vous remplissez toutes les conditions énoncées par la réglementation pour prétendre à l'indemnité. Au terme de cette étude vous recevrez une lettre de la DDAF vous précisant la recevabilité de votre demande et son envoi à l'ONILAIT ou, au contraire, son rejet dûment motivé.
- 3<sup>ème</sup> étape : envoi du dossier à l'ONILAIT pour déterminer son rang d'élection au sein de l'ensemble des demandes. En effet votre demande ne sera acceptée que dans la limite des crédits affectés à votre région. Si la dotation financière est insuffisante, un classement sera effectué en retenant en priorité les demandes présentées par les producteurs dont les livraisons ne répondent pas aux normes prises pour l'application de la directive n° 92/46/CEE du Conseil, du 16 juin 1992 modifiée, puis les demandes d'abandon total de 60 000 litres maximum et enfin les autres demandes, en suivant pour chaque catégorie l'ordre croissant des quantités indemnisables..

## RAPPEL DES ENGAGEMENTS

Le demandeur s'engage :

- à ne pas retirer sa demande; toutefois, à titre exceptionnel, il est autorisé, par lettre recommandée avec accusé de réception, à se désister de sa demande dans le délai de trente jours suivant la date du présent récépissé.
- **en cas d'abandon total**, à cesser définitivement toute livraison et vente de lait ou de productions laitières **au plus tard, avant la fin de la campagne laitière**.
- **en cas d'abandon partiel**, à prendre en compte, à partir du 1<sup>er</sup> avril 2002, sa diminution de quantité de référence.
- à ne pas transférer et à ne pas manifester son intention de transférer tout ou partie de la quantité de référence de l'exploitation d'une vente, de la notification d'un congé ou d'une résiliation de bail, jusqu'à la date à laquelle il deviendra définitivement attributaire de l'aide.

Fait le \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés publiques s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Votre demande doit être adressée à votre directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

**Rappel important : Dans le cadre des contrôles a posteriori réalisés auprès des bénéficiaires, les preuves des engagements vous incombent. Vous devez l'obligation de conserver l'ensemble des justificatifs pendant une durée d'au moins 3 ans : les derniers bulletins des livraisons, facture d'achat et de vente de bovins...**

P R E F E C T U R E   D U



**Direction Départementale  
de l'Agriculture et de la Forêt**

, le

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que votre fermier, Monsieur..... domicilié....., a déposé auprès de mes services, le ..... , une demande d'aide à la cessation totale ou partielle de la production laitière.

Conformément aux instructions ministérielles relatives à cette mesure, je vous adresse à titre d'information, copie de sa demande.

J'attire votre attention sur le fait que l'attribution de l'aide entraîne une réduction définitive totale ou partielle de la quantité de références laitières.

Toutefois, dans sa demande, le producteur s'est engagé à ne prendre, avant la fin de la campagne laitière, aucune décision, ni réaliser aucun acte induisant, immédiatement ou à terme, une modification de la superficie de son exploitation.

En conséquence, si votre fermier a résilié son bail avant le dépôt de sa demande ou s'il a l'obligation d'en manifester l'intention avant le 1<sup>er</sup> avril prochain, vous pouvez vous opposer à l'attribution de l'indemnité pour les terres que vous lui louez.

Il en est de même pour les fermiers dont l'exploitation est en cours de liquidation judiciaire, ou pour lesquels le propriétaire a notifié un congé opposable à l'octroi de l'indemnité à la cessation d'activité laitière.

Si tel est le cas, je vous demande de m'en informer par écrit (copie de la notification de résiliation, arrêt d'expulsion, etc. ...), preuve à l'appui, dans le délai maximum de 3 semaines à compter de la date d'envoi de la présente lettre.

Les non paiements de fermage sans procédure d'expulsion ne constituent pas un motif de rejet.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Direction Départementale  
De l'agriculture et de la Forêt  
(cachet)

**MINISTERE DE  
L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE**

**ONILAIT**  
Office national  
interprofessionnel  
Du lait et des produits laitiers

zone réservée a l'administration

NUMERO DU DOSSIER  
Départ    An    N°dossier

I \_ / \_ / I \_ / \_ / I \_ / \_ / I

N° PACAGE  
I I I I I I I I I I

## CONSTAT DE RECEVABILITE OU D'IRRECEVABILITE DE LA DEMANDE D'INDEMNITE A LA CESSATION D'ACTIVITE LAITIERE

Le PREFET DU DEPARTEMENT DE

Vu la demande présentée par M \_\_\_\_\_ domicilié  
à \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ en tant que

Considérant après examen des pièces, que la demande est arrivée..... dans les délais    oui ☐    non ☐    dûment signée oui ☐  
non ☐

et que le producteur :

- dispose d'une quantité de référence laitière .....    oui ☐    non ☐

- a livré et/ou commercialisé du lait ou des produits laitiers depuis le premier jour de la campagne laitière .....    oui ☐    non ☐

- a déclaré tous les transferts totaux ou partiels en cours de la quantité de référence laitière de son exploitation .....    oui ☐    non ☐

- s'est engagé à ne pas changer d'acheteur .....    oui ☐    non ☐

- a déclaré son intention de prendre sa retraite ou de demander sa préretraite, conformément à l'article L. 330-2 du Code Rural (article 33 de la loi de modernisation du 1er février 1995), et bénéficiera de cet avantage avant le 1er avril de la campagne suivante, .....    oui ☐    non ☐

- a demandé la liquidation de son droit à pension de retraite des personnes non salariées des professions agricoles ou la demandera avant la date à laquelle la décision d'attribution de l'aide deviendra définitive .....    oui ☐    non ☐

- a sollicité l'octroi de l'allocation de préretraite ou la demandera avant la date à laquelle la décision d'attribution de l'aide deviendra définitive .....    oui ☐    non ☐

- est titulaire d'une pension d'invalidité qui sera, compte tenu de son âge, convertie en avantage de retraite des personnes non salariées des professions agricoles avant la date à laquelle la décision d'attribution de l'aide deviendra définitive .....    oui ☐    non ☐

- a une exploitation engagée dans une procédure collective ou en cours de liquidation judiciaire ...    oui ☐    non ☐

- poursuit régulièrement son activité agricole et laitière en tant que retraité du régime antérieur à la loi n° 86-19 du 6 janvier 1986 .....    oui ☐    non ☐

- est en retraite mais poursuit son activité, par dérogation spéciale dans des zones difficiles, sur la superficie .....    oui ☐    non ☐

conservée au titre de l'assurance vieillesse et sur la base des quantités de référence afférentes à ces superficies, ..

- exploite en fermage .....    oui ☐    non ☐

un acte induisant l'expiration du bail est intervenu avant le dépôt de la demande et

les propriétaires des terrains et/ou les futurs exploitants ont donné leur accord par écrit .....    oui ☐    non ☐

**Constata la recevabilité de la demande** ☐

**Constata l'irrecevabilité de la demande** ☐

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

(signature)

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés publiques s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Votre demande doit être adressée à votre directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

P R E F E C T U R E   D U



Direction Départementale  
de l'Agriculture et de la Forêt

, le

Objet: Demande d'une aide à la cessation laitière

Monsieur,

Vous avez déposé, en application du décret n° du , une demande d'aide à la cessation laitière au titre de la campagne 2001/2002 , identifiée sous le numéro .

L'instruction de votre dossier m'amène à considérer votre demande comme **recevable**.

En conséquence, je le transmets à l'ONILAIT, en vue de la détermination de son rang de classement au sein de l'ensemble des demandes. En effet, je vous rappelle que votre demande ne sera acceptée que dans la limite des crédits affectés à votre région. Si la dotation financière est insuffisante, les demandes sont prises en compte en retenant, en priorité celles présentées par les producteurs dont les livraisons ne répondent pas aux normes prises pour l'application de la directive n° 92/46/CEE du Conseil du 16 juin 1992 modifié, puis les demandes d'abandon total de 60 000 litres maximum et enfin les autres demandes, en suivant pour chaque catégorie l'ordre croissant des quantités indemnisables

A la suite de ce classement par ordre de priorité, je vous enverrai la décision du Directeur de l'ONILAIT de vous attribuer ou de ne pas vous attribuer l'indemnité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Par délégation du Préfet,

LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

P R E F E C T U R E   D U



Direction Départementale  
de l'Agriculture et de la Forêt

, le

Objet: Demande d'une aide à la cessation laitière

Monsieur,

Vous avez déposé, en application du décret n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_, une demande d'aide à la cessation laitière au titre de la campagne 2001/2002, identifiée sous le numéro \_\_\_\_\_.

J'ai le regret de vous informer que l'instruction de votre dossier m'amène à vous notifier **un constat d'irrecevabilité** de votre demande.

Ce constat repose sur les motifs suivants :

☐ les modalités d'acceptation des demandes prévues à l'article 8 du décret n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ 2001 <sup>(1)</sup>

☐ le bénéfice d'un avantage vieillesse du régime des non salariés agricoles avec effet au \_\_\_\_\_  
antérieur à la date de dépôt du dossier

\_\_\_\_\_ antérieur à la date à laquelle le demandeur peut effectivement  
prétendre à l'indemnité <sup>(2)</sup>

☐ le non respect des engagements souscrits au titre de l'article 7 du décret n° \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ 2001.

☐ transfert foncier   ☐ notification d'un congé   ☐ notification d'une résiliation

intervenu le I\_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_I antérieurement à la date à laquelle le demandeur peut effectivement prétendre à l'indemnité <sup>(2)</sup>

☐ autres

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Par délégation du Préfet,

LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

Cette décision peut être contestée dans les deux mois qui suivent sa notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

-par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, ou hiérarchique adressé au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif dans deux mois suivants.  
-par recours contentieux devant le tribunal administratif.

<sup>(1)</sup> En conséquence, vous êtes dégagé des engagements que vous avez souscrits et vous pouvez poursuivre votre activité laitières.

<sup>(2)</sup> C'est à dire avant la date de cessation de livraison ou de vente de lait, ou à compter de la date de notification de l'aide s'il a déjà cessé toute commercialisation de lait.

**Rappel important : Dans le cadre des contrôles a posteriori réalisés auprès des bénéficiaires, les preuves des engagements vous incombent. Vous devez l'obligation de conserver l'ensemble des justificatifs pendant une durée d'au moins 3 ans : les derniers bulletins des livraisons, facture d'achat et de vente de bovins...**

Direction Départementale  
De l'agriculture et de la Forêt  
(cachet)

**MINISTRE DE  
L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE**

**ONILAIT**  
Office national interprofessionnel  
Du lait et des produits laitiers

zone réservée à l'administration

NUMERO DU DOSSIER

Départ An N°dossier

I \_ / \_ / \_ I \_ / \_ / \_ I \_ / \_ / \_ I

N° PACAGE

I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I

## DEMANDE D'ATTESTATION DE QUANTITES DE REFERENCES EN LAITERIE POUR 2001

Destinataire (établissement acheteur du lait) :

Monsieur le directeur,

J'ai déposé le \_\_\_\_\_ auprès de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt  
du département de \_\_\_\_\_

☐ Une demande d'abandon total de la production laitière

Si cette demande est acceptée, je me suis engagé à avoir cessé de livrer du lait ou des produits  
laitiers au plus tard le 31 mars 2002.

☐ Une demande d'abandon partiel de la production laitière

Si cette demande est acceptée, je me suis engagé à réduire définitivement à compter du  
1er avril 2001 ma quantité de référence de \_\_\_\_\_ litres au titre des livraisons au titre des  
livraison et/ou au titre de la vente directe au plus tard le 31 mars 2002.

Je vous demande de bien vouloir, dans les plus brefs délais, transmettre au Directeur Départemental  
de l'Agriculture et de la Forêt l'attestation de livraisons indiquant :

- que j'ai livré du lait depuis le 1er avril 2001,

- les quantités livrées depuis le 1er avril 2001,

- les quantités de référence au titre de la campagne 2001-2002 (la quantité de référence définitive et sa  
ventilation par types de quantités : supplémentaires, redistribuée 1%, redistribuée au titre des 140 000  
t)

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ (signature)

Expéditeur (nom et prénom ou raison sociale du demandeur) :

Demeurant \_\_\_\_\_

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés publiques s'applique à ce formulaire. Elle vous donne  
droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Votre demande doit être adressée à votre directeur départemental de  
l'agriculture et de la forêt.

**Rappel important : Dans le cadre des contrôles a posteriori réalisés auprès des bénéficiaires, les preuves des engagements  
vous incombent. Vous devez l'obligation de conserver l'ensemble des justificatifs pendant une durée d'au moins 3 ans : les  
derniers bulletins des livraisons, facture d'achat et de vente de bovins...**



**ACAL 8**

**BORDEREAU DE TRANSMISSION DDAF / ONILAIT**  
**DES DOSSIERS RECEVABLES D'AIDE A LA**  
**CESSATION D'ACTIVITE LAITIERE 2001/2002**  
**(pour attribution de primes)**

BORDEREAU D'ENVOI

A

Madame la Directrice de L'ONILAIT  
Service Maîtrise de la Production Laitière  
2, rue Saint-Charles  
75740 Paris Cédex15

Référence à rappeler :

Département : , le

Nombre de dossiers de demande d'ACAL transmis à  
l'ONILAIT :

**Pièces jointes obligatoirement à chaque dossier :**

- Demande dûment signée
- Certificat de recevabilité
- R.I.B.
- Attestation de livraison et de quantités de références..... Si livreur
- Attestation de commercialisation et de quantités de références. Si vendeur direct

Et selon les cas

- K-Bis ou équivalent..... Si forme sociétaire
- Document D.S.V..... Si « hors normes »
- Accord des propriétaires ou des futurs exploitants..... Si fermage (expiration du bail)

**Pièces à joindre le cas échéant :**

- Certificat de cessation ou de réduction des livraisons
- Certificat de cessation ou de réduction des ventes directes
- autres pièces

Les pièces sont regroupées par dossier

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

+ +

+ Visa et cachet DDAF +

Cadre réservé à l'ONILAIT

Courrier n°

Affectation :





**BORDEREAU DE TRANSMISSION DDAF / ONILAIT  
DES PIÈCES COMPLÉMENTAIRES DES DOSSIERS  
D'AIDE A LA CESSATION D'ACTIVITE LAITIÈRE  
2001/2002 ( pour paiement)**

BORDEREAU D'ENVOI

A

Madame la Directrice de L'ONILAIT

Référence à rappeler :

, le

Service Maîtrise de la Production Laitière

2, rue Saint-Charles

75740 Paris Cédex15

Département :

Demandes d'ACAL transmis à l'ONILAIT :

pièces complémentaires :

<input type="checkbox"/>	Certificat de cessation ou de réduction des livraisons
<input type="checkbox"/>	Certificat de cessation ou de réduction des ventes directes
<input type="checkbox"/>	autres pièces.

N° Dossier
I _/_/_ I _/_/_/_ I _/_/_/_
I
I _/_/_ I _/_/_/_ I _/_/_/_
I
I _/_/_ I _/_/_/_ I _/_/_/_
I
I _/_/_ I _/_/_/_ I _/_/_/_
I
I _/_/_ I _/_/_/_ I _/_/_/_
I
I _/_/_ I _/_/_/_ I _/_/_/_
I
I _/_/_ I _/_/_/_ I _/_/_/_
I
I _/_/_ I _/_/_/_ I _/_/_/_
I

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

+

+

+

Visa et cachet

+

Cadre réservé à l'ONILAIT

Courrier n°

Affectation :

Direction Départementale  
De l'agriculture et de la Forêt  
(cachet)

**MINISTRE DE  
L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE**

**ONILAIT**  
Office national interprofessionnel  
Du lait et des produits laitiers

**ACAL 10**  
zone réservée à l'administration

NUMERO DU DOSSIER  
Départ An N° dossier

I \_ / \_ / \_ I \_ / \_ / \_ I \_ / \_ / \_  
\_ / \_ I

N° PACAGE  
I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_

## ATTESTATION DE LIVRAISON ET DE QUANTITES DE REFERENCES

(A remplir par la laiterie et à adresser à la DDAF)

Je soussigné, certifie que M \_\_\_\_\_ domicilié  
à \_\_\_\_\_

- a livré du lait (ou des produits laitiers) au cours de la campagne **2001-2002** (rayer la mention inutile)

livre encore à ce jour

- a cessé de livrer depuis le \_\_\_\_\_

- **bénéficie d'une quantité de référence définitive** ( si exploitation en GAEC ou société indiquer la quantité totale produite par le GAEC ou la société)

( pour les associés de GAEC, individualiser les données en remplissant une attestation par associé)

- au **1<sup>er</sup> avril 2001**

de        litres

- ou à ce jour

de        litres

dont

une quantité de référence supplémentaire (\*)

de        litres

une quantité de référence redistribuée 1 % CEE

de        litres

une quantité redistribuée au titre des 140 000 T  
restituées par la CEE au 1/4/1993

de        litres

\* \* \*

## RAPPEL DES ENGAGEMENTS

**Si le producteur livre encore à ce jour**, je m'engage à adresser au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt son certificat de cessation de livraisons dans les trente jours suivant sa date de cessation.

**Si le producteur a déjà cessé de livrer**, la présente attestation vaut certificat de cessation de livraison et je m'engage à vous informer ainsi que l'ONILAIT de toute reprise éventuelle de livraison par le producteur.

Le producteur demande à réduire sa quantité de référence laitière au titre de la campagne 2002-2003 de \_\_\_\_\_ litres et à ramener sa quantité de référence à \_\_\_\_\_ litres.

Si cette demande est acceptée, je m'engage :

à réduire sa référence en conséquence,

à adresser au producteur et au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, une copie de la **notification de la quantité de référence laitière** au titre de la campagne 2001-2002, **faisant apparaître le décompte des quantités définitivement abandonnées.**

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
(signature du responsable et cachet)

Expéditeur (établissement acheteur de lait) :

---

Identifiant ONILAIT (indispensable) :

---

(\*) préciser l'origine de la quantité de référence supplémentaire

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés publiques s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Votre demande doit être adressée à votre directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

Direction Départementale  
De l'agriculture et de la Forêt  
(cachet)

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PÊCHE**

**ONILAIT**  
Office national interprofessionnel  
Du lait et des produits laitiers

zone réservée à l'administration

NUMERO DU DOSSIER  
Départ An N° dossier

I \_ / \_ / \_ I \_ / \_ / \_ I \_ / \_ / \_

N° PACAGE

I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_

## ATTESTATION DE COMMERCIALISATION ET DE QUANTITES DE REFERENCES

(A remplir et à adresser à la DDAF)

Je soussigné, M. \_\_\_\_\_ domicilié

certifie

• avoir commercialisé du lait (ou des produits laitiers) au cours de la campagne **2001-2002** (rayer la mention inutile)

- commercialise encore à ce jour

- a cessé de commercialiser depuis le \_\_\_\_\_

• **bénéficier d'une quantité de référence définitive** ( si exploitation en GAEC ou société indiquer la quantité totale produite par le GAEC ou la société)  
( pour les associés de GAEC, individualiser les données en remplissant une attestation par associé)

- au 1<sup>er</sup> avril 2001

de        litres

- ou à ce jour

de        litres

dont

une quantité de référence supplémentaire (\*)

de        litres

une quantité de référence redistribuée 1 % CEE

de        litres

une quantité redistribuée au titre des 140 000 T  
restituées par la CEE au 1/4/1993

de        litres

### RAPPEL DES ENGAGEMENTS

**Si je commercialise encore à ce jour**, je m'engage à adresser au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt un certificat de cessation de commercialisation dans les trente jours suivant la date de cessation.

**Si j'ai déjà cessé de commercialiser**, la présente attestation vaut certificat de cessation de commercialisation et je m'engage à vous informer ainsi que l'ONILAIT de toute reprise éventuelle de commercialisation.

Je demande à réduire ma quantité de référence laitière au titre de la campagne 2002-2003 de \_\_\_\_\_ litres et à ramener sa quantité de référence à \_\_\_\_\_ litres.

Si cette demande est acceptée, je m'engage :

à réduire sa référence en conséquence,

à adresser au producteur et au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, une copie de la **notification de la quantité de référence laitière** au titre de la campagne 2001-2002, **faisant apparaître le décompte des quantités définitivement abandonnées.**

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

(signature)

N°Identifiant ONILAIT : \_\_\_\_\_

(\*) préciser l'origine de la quantité de référence supplémentaire

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés publiques s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Votre demande doit être adressée à votre directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

**Rappel important : Dans le cadre des contrôles a posteriori réalisés auprès des bénéficiaires, les preuves des engagements vous incombent. Vous devez l'obligation de conserver l'ensemble des justificatifs pendant une durée d'au moins 3 ans : les derniers bulletins des livraisons, facture d'achat et de vente de bovins...**

Direction Départementale De l'agriculture et de la Forêt (cachet)	<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE</b>  <b>ONILAIT</b> Office national interprofessionnel Du lait et des produits laitiers	zone réservée a l'administration  NUMERO DU DOSSIER Départ    An    N°dossier  I _ / _ / _ I _ / _ / _ I _ / _ / _ I  N° PACAGE I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I
---	--	---

## CERTIFICAT DE CESSATION OU DE REDUCTION DES LIVRAISONS

(A remplir par la laiterie et à adresser dans les trente jours suivant la cessation des livraisons à la DDAF)

Je, soussigné, certifie que M \_\_\_\_\_ domicilié à \_\_\_\_\_

### ☐ CESSATION TOTALE

● a livré \_\_\_\_\_ litres, au titre de la Campagne 2001-2002, et jusqu'à la date de cessation définitive le \_\_\_\_\_

● se trouve dans la situation suivante, au regard du prélèvement à la charge des acheteurs et des producteurs de lait ayant dépassé leur quantité pour la campagne 2001-2002. (Cocher la ou les case(s) correspondante(s))

☐ n'est pas redevable d'une pénalité

☐ est (ou était) redevable d'une pénalité ainsi déterminée : \_\_\_\_\_

☐ s'est acquitté de cette pénalité

L'intéressé

☐ m'a adressé un ordre de virement permettant d'assurer ce paiement.

**Je m'engage à informer la D.D.A.F., ainsi que l'ONILAIT, de toute reprise éventuelle de livraisons par ce producteur.**

### ☐ CESSATION PARTIELLE

● a livré \_\_\_\_\_ litres, au titre de la campagne 2001-2002.

**Je m'engage à notifier la réduction définitive de la quantité de référence laitière de ce producteur de \_\_\_\_\_ litres à partir de la campagne 2002-2003, et à adresser à la DDAF copie de la notification 2002-2003 qui mentionnera cette réduction.**

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

(signature du responsable et cachet)

Expéditeur (établissement acheteur du lait) :

---

---

Identifiant ONILAIT (indispensable) \_\_\_\_\_

En application des dispositions réglementaires, ce certificat doit être transmis dans les trente jours suivant la date de cessation du producteur, soit au plus tard le 30 avril 2002.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés publiques s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Votre demande doit être adressée à votre directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

**Rappel important : Dans le cadre des contrôles a posteriori réalisés auprès des bénéficiaires, les preuves des engagements vous incombent. Vous devez l'obligation de conserver l'ensemble des justificatifs pendant une durée d'au moins 3 ans : les derniers bulletins des livraisons, facture d'achat et de vente de bovins...**

Direction Départementale  
De l'agriculture et de la Forêt  
(cachet)

**MINISTERE DE  
L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE**

**ONILAIT**  
Office national  
interprofessionnel  
Du lait et des produits laitiers

zone réservée a l'administration

NUMERO DU DOSSIER  
Départ    An    N°dossier

I \_ / \_ / \_ I \_ / \_ / \_ I \_ / \_ / \_ I

N° PACAGE  
I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I

## CERTIFICAT DE CESSATION OU DE REDUCTION DE COMMERCIALISATION

(A remplir et à adresser dans les trente jours suivant la cessation de la commercialisation à la DDAF)

Je, soussigné, M \_\_\_\_\_ domicilié à \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ certifie

### ☐ CESSATION TOTALE

● avoir commercialisé \_\_\_\_\_ litres, au titre de la Campagne 2001-2002, et jusqu'à la date de  
cessation définitive le \_\_\_\_\_

**Je m'engage à informer la DDAF, ainsi que l'ONILAIT, de toute reprise éventuelle de commercialisation.**

### ☐ CESSATION PARTIELLE

● avoir commercialisé \_\_\_\_\_ litres, au titre de la campagne 2001-2002.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
(signature)

Identifiant ONILAIT \_\_\_\_\_

En application des dispositions réglementaires, ce certificat doit être transmis dans les trente jours suivant la date de cessation, soit au plus tard le 30 avril 2002.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés publiques s'applique à ce formulaire. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant. Votre demande doit être adressée à votre directeur départemental de l'agriculture et de la forêt.

Données à conserver pendant 3 ans.

**Rappel important : Dans le cadre des contrôles a posteriori réalisés auprès des bénéficiaires, les preuves des engagements vous incombent. Vous devez l'obligation de conserver l'ensemble des justificatifs pendant une durée d'au moins 3 ans : les derniers bulletins des livraisons, facture d'achat et de vente de bovins...**

Direction Départementale De l'agriculture et de la Forêt (cachet)	<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE</b>  <b>ONILAIT</b> Office national interprofessionnel Du lait et des produits laitiers	zone réservée a l'administration  NUMERO DU DOSSIER Départ    An    N°dossier  I _ / _ / I _ / _ / I _ / _ / _  N° PACAGE I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _ I _
---	--	---

INDEMNITE A LA CESSATION TOTALE D'ACTIVITE LAITIERE : \_ / \_ / \_ / \_

**LA DIRECTRICE DE L'ONILAIT**

Vu le règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil du 25 décembre 1992 modifié

Vu le règlement (CEE) n° 1392/2001 de la Commission du 9 juillet 2001

Vu le décret n° du

 Vu la demande présentée en tant qu'exploitant individuel ☐

 en tant que représentant ou mandataire d'une exploitation sous forme sociétaire ☐

Raison sociale (si exploitation sous forme sociétaire)

par \_\_\_\_\_ Nom, Prénom

et les engagements pris, Domicile : \_\_\_\_\_

 \_\_\_\_\_ Code postal  
I \_ / \_ I \_ / \_ I

 Vu les quantités de référence attestées au 1<sup>er</sup> avril 20 I \_ / \_ I :

 par la (es) laiterie(s) n° I \_ / \_ / I \_ I \_ / \_ / I \_ I  
nom(s)

Référence livraison I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

 Référence ventes directes I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I  
litres

et/ou par ONILAIT

**Déduction faite**, le cas échéant, des quantités de  
référence afférentes aux I \_ / \_ / \_ / \_ I , I \_ / \_ I ha  
exclus pour usage de l'article 7 du règlement (CEE)  
n°3950/92, notamment en cas de fermage lorsqu'il y  
a eu résiliation de bail ou notification d'un congé  
d'une décision induisant l'expiration du bail

Référence livraison I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

Référence ventes directes I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

**soit une quantité globale de référence à retenir en laiterie et/ou en ventes directes**

de I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

A l'exclusion des quantités :

- de références supplémentaires

I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

- de références redistribuées 1% CEE

I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

- redistribuées au titre des 140 000 T et

restituées par la CEE au 01/04/93 (Hors SLOM)

I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres



Quantité de référence résultante à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ litres

#### ATTESTE

Que le demandeur ☐ souscrit

☐ ne souscrit pas à l'ensemble des dispositions de la directive n°92/46 (CEE) du Conseil du 16 juin 1992

#### DECIDE

**Article 1** – L'indemnité pour abandon total est : ☐ accordée

**Article 2** – Compte tenu des engagements souscrits dans la demande, l'indemnité est accordée selon le barème ci-dessous :

dans la limite de 100 000 l = I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ litres X 0,19 €/L = I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ I, I\_\_\_/\_\_\_ I €

de 100 001 l à 150 000 l = I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ litres X 0,10 €/L = I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ I, I\_\_\_/\_\_\_ I €

de 150 001 l à 200 000 l = I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ litres X 0,06 €/L = I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ I, I\_\_\_/\_\_\_ I €

à compter de 200 000 l = I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ litres X 0,01 €/L = I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ I, I\_\_\_/\_\_\_ I €

total = I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ litres

total = I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ I, I\_\_\_/\_\_\_ I €

**Article 3** – Cette indemnité totale de I\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_/\_\_\_ I, I\_\_\_/\_\_\_ I € sera payée en une seule fois, sous réserve que la cessation complète et définitive des livraisons et des ventes directes intervienne au plus tard avant la fin de la campagne laitière.

**Article 4** - L'indemnité pour abandon total est : ☐ refusée ... compte tenu des limites des financements

**Article 5** – En cas de fausse déclaration, ou si le bénéficiaire de l'indemnité ne respecte pas ses engagements, il sera tenu de reverser les sommes indûment perçues, augmentées d'un intérêt au taux légal calculé à compter du versement de ces sommes, conformément à l'article 13 du décret 2001,

**Article 6** – En cas de contestation, un recours pourrait être déposé devant le Tribunal Administratif du ressort du siège de votre exploitation dans les deux mois à compter de la date de réception de cette décision.

**Article 7** – La Directrice de L'ONILAIT est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à \_\_\_\_\_, le I\_\_\_/\_\_\_I\_\_\_/\_\_\_I\_\_\_/\_\_\_I

**ACAL 15**

Direction Départementale  
De l'agriculture et de la Forêt  
(cachet)

**MINISTERE DE  
L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE**

**ONILAIT**  
Office national  
interprofessionnel  
Du lait et des produits laitiers

zone réservée à l'administration

NUMERO DU DOSSIER  
Départ An N°dossier

I \_ / \_ / I \_ / \_ / I \_ / \_ / \_  
\_ I

N° PACAGE  
I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_ I \_

INDEMNITE A LA CESSATION PARTIELLE D'ACTIVITE LAITIERE : \_ / \_ / \_ / \_ ;

**LA DIRECTRICE DE L'ONILAIT**

Vu le règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil du 25 décembre 1992 modifié

Vu le règlement (CEE) n° 1392/2001 de la Commission du 9 juillet 2001

Vu le décret n° du

Vu la demande présentée en tant qu'exploitant individuel ☐

en tant que représentant ou mandataire d'une exploitation sous forme sociétaire ☐

Raison sociale (si exploitation sous forme sociétaire)

par Nom, Prénom

et les engagements pris,

Adresse :

Code postal

I \_ / \_ I \_ / \_ / I \_

Vu la demande de cessation partielle d'activité laitière portant sur une quantité de référence de I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I l

Vu les quantités de référence attestées au 1<sup>er</sup> avril 20 I \_ / \_ I :

par la (es) laiterie(s) n° I \_ / \_ / \_ I I \_ / \_ / \_ I

nom(s) \_\_\_\_\_

Référence livraison I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

Référence ventes directes I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

**et/ou par ONILAIT**

**Déduction faite**, le cas échéant, des quantités de référence  
afférentes aux I \_ / \_ / \_ / \_ I , I \_ / \_ I ha exclus pour usage  
de l'article 7 du règlement (CEE) n°3950/92, notamment en cas  
de fermage lorsqu'il y a eu résiliation de bail ou notification  
d'un congé d'une décision induisant l'expiration du bail

Référence livraison I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I  
litres

Référence ventes directes I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I  
litres

**soit une quantité globale de référence à retenir en laiterie et/ou en ventes directes de** I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

Cette **quantité globale de référence de**

I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres **est réduite de** I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I

A l'exclusion des quantités : dont

- de références supplémentaires

I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

I \_ / \_ / \_ / \_ / \_ I litres

- de références redistribuées 1% CEE I\_/\_/\_/\_/\_/\_/ I litres I\_/\_/\_/\_/\_/\_/ I litres  
- redistribuées au titre des 140 000 T  
restituées par la CEE au 01/04/93 (Hors SLOM) I\_/\_/\_/\_/\_/\_/ I litres I\_/\_/\_/\_/\_/\_/ I litres

Quantité maximale indemnisable I\_/\_/\_/\_/\_/\_/ I litres

#### ATTESTE

Que le demandeur ☐ souscrit  
☐ ne souscrit pas à l'ensemble des dispositions de la directive n°92/46 (CEE) du Conseil  
du 16 juin 1992

#### DECIDE

**Article 1** – L'indemnité pour abandon partiel est : ☐ accordée

**Article 2** – Compte tenu des engagements souscrits dans la demande, il est alloué selon le barème ci-dessous une indemnité pour abandon partiel sur la base d'une quantité de référence indemnisable en laiterie plus ventes directes réduite de I\_\_\_\_\_l

Les quantités exclues de la base de calcul sont évaluées au prorata des dites quantités dans l'ensemble de la référence utilisable en laiterie soit un coefficient de

dans la limite de 100 000 l = I_/_/_/_/_/_/ I litres X	X 0,19 €L = I_/_/_/_/_/_/ I , I_/_/ I €
de 100 001 l à 150 000 l = I_/_/_/_/_/_/ I litres X	X 0,10 €L = I_/_/_/_/_/_/ I , I_/_/ I €
de 150 001 l à 200 000 l = I_/_/_/_/_/_/ I litres X	X 0,06 €L = I_/_/_/_/_/_/ I , I_/_/ I €
à compter de 200 000 l = I_/_/_/_/_/_/ I litres X	X 0,01 €L = I_/_/_/_/_/_/ I , I_/_/ I €

total = I\_/\_/\_/\_/\_/\_/ I litres

total = I\_/\_/\_/\_/\_/\_/ I , I\_/\_/ I €

**Article 3** – Cette indemnité totale de I\_/\_/\_/\_/\_/\_/ I , I\_/\_/ I € sera payée en une seule fois.

**Article 4** - L'indemnité pour abandon partiel est : ☐ refusée compte tenu des limites des financements

**Article 5** – En cas de fausse déclaration, ou si le bénéficiaire de l'indemnité ne respecte pas ses engagements, il sera tenu de reverser les sommes indûment perçues, augmentées d'un intérêt au taux légal calculé à compter du versement de ces sommes, conformément à l'article 13 du décret 2001,

**Article 6** – En cas de contestation, un recours pourrait être déposé devant le Tribunal Administratif du ressort du siège de votre exploitation dans les deux mois à compter de la date de réception de cette décision.

**Article 7** – La Directrice de L'ONILAIT est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à \_\_\_\_\_, le I\_/\_/ I\_/\_/ I\_/\_/ I  
(signature)

**Décret n° du novembre 2001 concernant l'octroi d'une indemnité à l'abandon total ou partiel de la production laitière.**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil du 28 décembre 1992 modifié établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers,

Vu le règlement (CEE) n° 536/93 de la Commission du 9 mars 1993 fixant les modalités d'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers ;

Vu le règlement (CEE) n° 1392/2001 de la Commission du 9 juillet 2001 fixant les modalités d'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers ;

Vu la loi de finances pour 1966 (n° 65-997 du 29 novembre 1965), et notamment son article 59 ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la partie législative du Code rural (codification nouvelle) en son Livre I :

- Titre III relatif aux associations foncières ;

Vu la partie législative du Code rural (codification nouvelle) en son Livre III :

- Titre II, Chapitre III relatif aux groupements agricoles d'exploitation en commun, et notamment l'article L.323-13 ;

- Titre III, Chapitre Ier relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles ;

Vu la partie législative du Code rural (codification nouvelle) en son Livre VI :

- Titre II, Chapitre Ier relatif aux offices d'intervention, section I ;

- Titre III, Chapitre II, section II relative à l'organisation interprofessionnelle laitière ;

- Titre V, Chapitre IV, et notamment l'article L.654-31 ;

Vu la partie réglementaire du Code rural (codification nouvelle) en son Livre III, Titre IV :

- Chapitre III, section II relative aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs et notamment les articles R.343-3 à R.343-19 ;

- Chapitre IV relatif aux aides à la modernisation et notamment les articles R.344-1 à R.344-27 ;

Vu le décret n° 83-247 du 18 mars 1983 portant création d'un Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers ;

Vu le décret n° 91-157 du 11 février 1991 modifié relatif à la maîtrise de la production de lait de vache et aux modalités de recouvrement d'un prélèvement supplémentaire à la charge des acheteurs et des producteurs de lait de vache ;

Vu l'avis du conseil de direction de l'ONILAIT en date du 18 octobre 2001,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. – Tout producteur, tel qu'il est défini à l'article 9, sous c, du règlement (CEE) n° 3950/92 susvisé, ayant droit à une quantité de référence à la date de présentation de sa demande en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 11 février 1991 susvisé, et ayant livré et /ou commercialisé du lait ou des produits laitiers depuis le premier jour de la campagne laitière, peut solliciter le bénéfice d'une indemnité pour abandon définitif de tout ou partie de la production en vue de la commercialisation de lait ou de produits laitiers.

Art. 2. – Le droit au bénéfice de cette indemnité est ouvert dans la limite des sommes recueillies dans les conditions prévues par l'article 2, paragraphe 4, du règlement (CEE) n°3950/92 susvisé ainsi que, le cas échéant, dans la limite des financements des collectivités territoriales, de l'interprofession laitière définie par les dispositions du Code rural susvisées et des acheteurs de lait et de produits laitiers.

Toutefois, les acheteurs ne peuvent intervenir que si certains de leurs livreurs au premier jour de la campagne laitière entrent dans l'une des catégories suivantes :

les producteurs jeunes agriculteurs répondant aux conditions fixées par le décret n° 81-246 du 17 mars 1981 ou les articles R.343-3 à R.343-19 du Code rural relatifs aux aides à l'installation des jeunes agriculteurs et qui se sont installés après le 1<sup>er</sup> avril 1984 et avant le 1<sup>er</sup> novembre 1988 ;

les producteurs titulaires d'un plan de développement ou d'un plan d'amélioration matérielle mentionnés par le décret du 30 octobre 1985 susvisé et ayant fait agréer leur plan après le 1<sup>er</sup> avril 1984 et avant le 1<sup>er</sup> novembre 1988,

et qui ne pourront pas recevoir avant le dernier jour de la campagne laitière une quantité de référence supplémentaire dans la limite de leurs besoins. La quantité que chaque acheteur est autorisé à financer est plafonnée aux litrages nécessaires, tels que déterminés par l'ONILAIT.

Les financements des collectivités territoriales, de l'interprofession laitière et des acheteurs sont mis en place dans le cadre de conventions avec l'Etat et sont versés à l'ONILAIT qui les utilise lorsque les fonds obtenus en application de l'article 2, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 3950/92 susvisé sont épuisés.

L'ONILAIT peut participer au financement des conventions conclues avec les acheteurs, au moyen des sommes encaissées par application de l'article L 654-31 du code rural ensuite de contrôles ; toutefois ce financement ne peut dépasser 50 % du budget de chaque convention.

Les quantités de référence laitières indemnisées sur financement des collectivités territoriales, de l'interprofession laitière et des acheteurs le sont aux taux fixés à l'article 10 et sont comptabilisées séparément.

Le financement obtenu en application de l'article 2, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 3950-92 susvisé est réparti par région ou, le cas échéant, par département, par décision du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Art. 3. – L'indemnité est calculée par exploitation sur la base de la quantité de référence laitière du producteur au titre des livraisons en laiterie et/ou des ventes directes. Toutefois, sont exclues du paiement de l'indemnité les quantités de référence supplémentaires, accordées sur le fondement de l'article 9 du décret du 11 février 1991 susvisé ou des dispositions de l'article 5 du décret n° 84-661 du 17 juillet 1984 alors en vigueur.

Art. 4. – Lorsque le producteur gère plusieurs unités de production, la production et les engagements sont appréciés au niveau de l'ensemble de ces unités de production. Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun, il est fait application des dispositions de l'article L.323-13 du Code rural susvisé.

Art. 5. – La base de calcul de l'indemnité visée à l'article 3 est adaptée pour tenir compte des transferts fonciers en cours ou dont la date d'effet est antérieure à la date de dépôt de la demande.

Art. 6. - Le producteur dépose sa demande auprès du préfet du département du siège de son exploitation jusqu'au 31 décembre de la campagne concernée. Le préfet accuse réception de la demande. Il examine sa recevabilité et statue sur celle-ci au regard de sa date de dépôt et du respect, par le demandeur, des conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup>.

Le préfet notifie directement aux demandeurs concernés les constats d'irrecevabilité au sens de l'alinéa ci-dessus.

Le préfet transmet les demandes recevables à l'ONILAIT qui les enregistre par région administrative.

Art. 7. – Le producteur s'engage :

à ne pas retirer sa demande ;

à ne pas changer d'acheteur jusqu'à la notification de la décision d'attribution de l'indemnité ;

à ne pas faire usage des dispositions figurant à l'article 7 du règlement (CEE) n° 3950-92 susvisé et à ne procéder à aucun transfert foncier jusqu'à la date de la décision d'attribution de l'indemnité.

Dans le cas où sa demande serait acceptée, le producteur ayant demandé une indemnité pour abandon total s'engage en outre :

à cesser définitivement et complètement de livrer et de commercialiser du lait et des produits laitiers ;

à renoncer à tout droit à une quantité de référence dans le cadre du régime prévu par le règlement (CEE) n° 3950-92 susvisé.

Dans le cas où sa demande serait acceptée, le producteur ayant demandé une indemnité pour abandon partiel s'engage à ne plus solliciter dans l'avenir le bénéfice d'une indemnité pour abandon partiel. S'il sollicite et obtient, au cours d'une campagne suivante, une indemnité pour abandon total, le barème prévu à l'article 10 du présent décret lui sera appliqué en tenant compte des quantités déjà indemnisées au titre de la cessation partielle.

Dans le cas où un acte induisant l'expiration du bail est intervenu avant le dépôt de la demande, le preneur peut être attributaire de cette indemnité si les propriétaires des terrains et, le cas échéant, les futurs exploitants lorsqu'ils sont connus du fait des engagements contractés à la date du dépôt de la demande donnent leur accord par écrit.

Art. 8. – Si, au niveau régional, le montant de l'enveloppe prévue au dernier alinéa de l'article 2 n'est pas utilisé en totalité, il fera l'objet d'une péréquation, en fin de programme par décision du ministre de l'agriculture et de la pêche.

Si, après péréquation, le nombre de demande excède les financements prévus, elles seront acceptées au niveau régional en retenant en premier lieu les demandes présentées par des producteurs dont les livraisons ne répondent pas, lors de l'introduction de leur demande, aux normes prises pour l'application de la directive communautaire n° 92/46, en second lieu les demandes d'abandon total présentées par des producteurs dont la quantité de référence laitière indemnisable n'excède pas 60 000 litres et, dans tous les cas, en suivant l'ordre croissant des quantités de référence indemnisables ou, en cas d'égalité de celles-ci, des quantités de référence globales des demandeurs.

Ces mêmes critères sont appliqués aux demandes éligibles aux financements des collectivités territoriales, de l'interprofession laitière ou des acheteurs mentionnés à l'article 2.

Art. 9. – Le directeur de l'ONILAIT décide de l'attribution de l'indemnité au bénéficiaire, sur proposition du préfet. Il notifie, sous couvert du préfet, la décision d'attribution ou de refus de l'indemnité au demandeur. Lorsque le bénéficiaire a demandé une indemnité pour abandon total, la décision entraîne l'annulation pour l'exploitation et l'affectation à la réserve nationale des quantités de référence au titre des livraisons et au titre des ventes directes. Lorsque le bénéficiaire a demandé une indemnité pour abandon partiel, la décision entraîne l'annulation pour l'exploitation et l'affectation à la réserve nationale de la partie de la quantité de référence au titre des livraisons et/ou des ventes directes pour laquelle l'indemnité est demandée.

Art. 10 - Le montant de l'indemnité est calculé en fonction de la référence laitière au titre des livraisons en laiterie et/ou des ventes directes, par application du barème suivant :

0,19 €par litre dans la limite de 100 000 litres  
0,10 €par litre de 100 001 à 150 000 litres;  
0,06 €par litre de 150 000 litres à 200 000 litres  
0,01 €par litre au-delà de 200 000 litres.

En cas d'abandon partiel de la production, les quantités de référence supplémentaires exclues de l'assiette de l'indemnité sont évaluées au prorata desdites quantités supplémentaires, visées à l'article 3, dans l'ensemble de la référence.

L'indemnité est payée en une seule fois.

Art. 11. - Pour l'activité livraisons, la réalisation des engagements des producteurs visés à l'article 7 est attestée par le ou les acheteurs, qui communiquent à l'ONILAIT sous couvert du préfet du département concerné :

- soit le certificat de cessation de livraison dans les trente jours suivant la date de cette cessation,
- soit la notification par l'acheteur au producteur de la quantité de référence laitière au titre de la campagne en cours et de la nouvelle quantité de référence laitière au titre de la campagne suivante faisant apparaître le décompte des quantités définitivement abandonnées.

Pour l'activité ventes directes, la réalisation des engagements des producteurs vendeurs directs visés à l'article 7 est attestée par la fourniture à l'ONILAIT d'une déclaration d'arrêt de la production ventes directes dans les trente jours suivant la date de cette cessation.

Art. 12. - La liquidation et le paiement de l'indemnité sont assurés par l'ONILAIT, qui s'assure que les justifications ont bien été fournies.

Art. 13. - En cas de fausse déclaration, ou si le bénéficiaire de l'indemnité ne respecte pas ses engagements, il sera tenu de reverser à l'ONILAIT les sommes indûment perçues augmentées d'un intérêt au taux légal calculé à compter du versement de ces sommes, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 22 de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

***Art.14. – Le présent décret se substitue au décret n°97-1266 modifié du 29 décembre 1997 qui est abrogé.***

Art. 15. – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et de la pêche et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le

Par le Premier ministre

Le ministre de l'agriculture et de la pêche

Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie.

La secrétaire d'Etat au Budget